



Iris Group

MARIAGE D'ENFANTS, PRÉCOCE ET FORCÉ: Une analyse d'économie politique du Sénégal

Janvier 2021

Stock Photo, Senegal

En 2020-2021, Iris Group a mené une série d'analyses d'économie politique (PEA) sur la question des mariages d'enfants, précoces et forcés (CEFM) dans huit pays. Cette note est un résumé du rapport complet du PEA sur le CEFM au Sénégal.

INTRODUCTION

Parmi les pays sahéliens, le Sénégal est le plus stable politiquement et connaît la croissance économique la plus élevée.¹ Malgré la stabilité du Sénégal, l'accès des femmes aux terres agricoles, aux mécanismes de financement, aux marchés, aux moyens de production, à la contraception, aux services de santé sexuelle et reproductive et à bien d'autres services reste limité par l'inégalité entre les genres.²

En 2019, 31 % des femmes sénégalaises âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant 18 ans et 9 % avant 15 ans.³ Au cours des 20 dernières années, la prévalence nationale moyenne du mariage des enfants a diminué de 16 points de pourcentage au Sénégal, la portant bien en deçà de la moyenne régionale de 42%.⁴ Cependant, le taux de progrès du Sénégal doit augmenter de 1,5% d'ici 2030 pour atteindre les objectifs d'élimination du mariage des enfants incluent dans les objectifs de développement durable.⁴

L'analyse d'économie politique du CEFM au Sénégal a consisté d'une revue littéraire et d'entretiens avec des informateurs clés, contribuant aux conclusions dans les quatre piliers d'analyse suivants :

- **Facteurs Fondamentaux** : Structures intégrées difficiles ou impossibles à changer, telles que la géographie, la classe, l'ethnicité, l'inégalité entre les genres
- **Règles du Jeu** : Lois, engagements internationaux, politiques et normes sociales
- **Ici et Maintenant** : Événements et circonstances actuelles
- **Dynamique** : Interaction entre les piliers

Ce résumé a été préparé par Iris Group avec le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Citation préférée : Iris Group. 2021. Analyse d'économie politique des mariages d'enfants, précoces et forcés au Sénégal. Chapel Hill, USA.

RÉSULTATS

Facteurs Fondamentaux

- Le mariage des enfants est trois fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines, reflétant ainsi l'accès différencié des filles à l'éducation, aux opportunités économiques, à la planification familiale et aux composantes d'égalité des genres et d'autonomisation.³
- Les différences ethniques affectent les normes sociales sur le mariage des enfants, contribuant aux différences géographiques des taux. La religion ne semble pas être l'un des principaux facteurs de motivation du mariage des enfants.
- Le quintile économique le plus pauvre a le taux le plus élevé de mariage d'enfants. Ce dernier se trouve à 62 %, le double de la moyenne nationale, avec peu d'indication de progrès.
- L'inégalité entre les genres au Sénégal est comparativement moindre que dans les pays voisins, mais elle persiste dans le Code de la famille patriarcal, qui désigne les pères comme l'autorité principale quant aux enfants et aux décisions du ménage.

Règles du Jeu

- Le Code de la famille du Sénégal fixe l'âge légal du mariage à 16 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons ; le mariage d'enfants est une infraction civile seulement si la fille a moins de 13 ans.
- L'application des lois sur le mariage des enfants est difficile car l'enregistrement des naissances est coûteux et n'est pas obligatoire, et il n'y a pas de sanction légale pour le mariage des enfants autre que l'annulation.
- Le gouvernement a signé des accords internationaux reconnaissant 18 ans comme âge légal du mariage, mais n'a pas ajusté ses lois en conséquence.
- Les normes sociales concernant la sexualité des filles non mariées sont renforcées par les mutilations génitales féminines (MGF), le mariage des enfants et le prix de la fiancée. La polygamie contribue au mariage des enfants aussi ; les hommes cherchent une deuxième, une troisième ou une quatrième épouse plus jeune pour avoir des enfants.

Ici et Maintenant

- Le gouvernement a fait des efforts pour lutter contre le mariage des enfants, notamment à travers le Ministère de la Femme, mais il n'a pas pris une position ambitieuse sur la question.
- Les programmes régionaux et nationaux de l'UNICEF se sont concentrés sur les MGF, intégrant les aspects qui affectent le mariage des enfants.
- Une coalition nationale de 32 organisations de la société civile (OSC) fonctionne depuis 2017 pour mettre fin au mariage des enfants. La coalition fournit des recommandations au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant sur un plan d'action national.
- Certaines OSC ont engagé des imams et des chefs traditionnels pour lutter contre le mariage des enfants.
- La plupart des interventions mettent l'accent sur les MGF, les grossesses précoces, les droits, les normes – et moins sur l'amélioration de l'accès des filles et des jeunes femmes aux opportunités économiques.

Dynamique

- **Progrès :**
 - Les défenseurs ont fait des progrès contre le mariage des enfants en formant une coalition et en poussant le gouvernement à mettre en place un plan d'action national.
 - Il existe de nouvelles sources de données, comme les évaluations de programmes, pour soutenir les interventions fondées sur des preuves.
 - Les OSC ont de l'expérience dans la mise en œuvre d'interventions qui changent les normes sociales
- **Obstacles :**
 - La résistance aux réformes juridiques est fondée sur une crainte de réactions religieuses.
 - Les organisations qui mettent en œuvre des programmes de mariage d'enfants ont besoin d'une meilleure gestion des connaissances et de plus d'évaluations de programmes.
 - Les programmes doivent porter plus d'attention stratégique à l'engagement des hommes et aux facteurs économiques.

RECOMMANDATIONS

1. Justification de l'Investissement

- **Le Sénégal dispose d'un environnement favorable à des investissements durables et efficaces.** La stabilité environnementale, économique et politique du Sénégal, surtout par rapport à ses voisins, crée des conditions favorables pour lutter contre le mariage d'enfants.
- **Le Sénégal offre la possibilité d'une victoire en Afrique de l'Ouest francophone pour les programmes visant le mariage d'enfants.** Le Sénégal reçoit relativement peu d'attention de la part des donateurs dans le domaine du mariage d'enfants, mais les investissements peuvent tirer parti de ses avantages et progresser dans les communautés qui n'ont pas bénéficié des interventions existantes.
- **L'expérience du Sénégal offre l'opportunité de tester l'efficacité des programmes visant stratégiquement les normes sociales, et, par la suite, promouvant un changement juridique.** Les responsables de programmes sénégalais ont longtemps donné la priorité à l'évolution des normes sociales et de genre, offrant la possibilité d'intégrer d'autres éléments dans les programmes – comme l'autonomisation économique – tout en préservant l'accent mis sur les normes.

2. Facteurs d'Influence Clés du CEFM

- **Les chefs religieux sont une force importante pour mener des changements aux niveaux communautaire et national.** Un plaidoyer à l'échelle nationale par ces dirigeants peut aider à renforcer la volonté politique de réforme juridique et contrer les réactions religieuses conservatrices.
- **Le Sénégal a des partenaires de la société civile qualifiés et un gouvernement collaboratif qui**

travaillent bien ensemble. Les informateurs ont décrit un partenariat solide entre les acteurs clés travaillant sur le mariage d'enfants, incluant une collaboration entre les organisations non-gouvernementales internationales (OING), les OSC et le gouvernement.

- **Contrairement à ses voisins, le Sénégal est relativement ouvert en ce qui a trait à l'accès des jeunes à la contraception et aux discussions sur la santé sexuelle et reproductive.** Les approches de lutte contre le mariage d'enfants peuvent s'appuyer sur des décennies de travail fructueux concernant l'accès à la santé sexuelle et reproductive au Sénégal.

3. Transformation des Lacunes en Opportunités

- **Des investissements dans la recherche et une plus grande capacité de gestion des connaissances sont essentiels pour des programmes efficaces et ciblés.** Des études et des évaluations au Sénégal peuvent combler le déficit de recherche en langue française sur le mariage des enfants et des questions similaires.
- **Le Plan d'action national sur le mariage d'enfants, s'il est financé et adopté par l'ensemble du gouvernement, peut unifier les approches sur le mariage d'enfants et préparer le pays pour un changement juridique.** Le plan est une étape cruciale dans la consécration de l'engagement du gouvernement à mettre fin au mariage d'enfants.
- **Les projets sur le mariage des enfants devraient piloter l'intégration des approches économiques fondée sur des preuves.** Les projets qui travaillent uniquement sur des normes sociales et de l'éducation sont limités pour réduire le mariage des enfants dans les zones les plus pauvres. Les adolescentes doivent pouvoir aspirer à des options viables et réalistes au lieu du mariage.

1. World Bank. The World Bank in Senegal. World Bank. Published July 17, 2020. Accessed December 18, 2020.

<https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview>

2. UN Women. Senegal. UN Women | Africa. Accessed December 18, 2020. <https://africa.unwomen.org/en/where-we-are/west-and-central-africa/senegal>

3. Save the Children. Save the Children Group-based Inequality Database (GRID) - Country Dashboard - Senegal - Child marriage. Save the Children. Accessed January 8, 2021. <https://www.savethechildren.net/grid>

4. Save the Children. *Child Marriage in Senegal*. Save the Children; 2017. Accessed November 16, 2020. <https://resourcecentre.savethechildren.net/node/13233/pdf/child-marriage-senegal.pdf>